

La Slovaquie contre-attaque

Par IED le Jun 14/06/2010 13:07



La loi sur la double nationalité des Hongrois de

l'étranger vue de Bratislava

L'une des premières décisions du nouveau gouvernement de Viktor Orbán a été de faire voter la loi sur la double nationalité des Hongrois de l'étranger. Un choix politique qui n'est pas du goût de la Slovaquie voisine, qui vient de voter une loi interdisant la double nationalité à ses ressortissants.

Désormais, la résidence permanente en Hongrie n'est plus une condition préalable pour acquérir la nationalité hongroise. Selon la nouvelle loi, votée le 24 mai dernier à l'unanimité au Parlement, ceux qui ont des ascendants hongrois et qui connaissent la langue hongroise ont désormais le droit d'obtenir la nationalité hongroise. Contrairement aux idées qui circulent actuellement à propos de cette nouvelle loi, il s'agit avant tout d'une question d'identité et ne seraient donc pas accordés aux Hongrois de l'étranger le droit de vote ou celui de bénéficier d'allocations quelconques, pour lesquels la résidence en Hongrie reste la condition préalable – ce qui, en revanche, est relativement facile à obtenir si l'on a des parents hongrois... La nouvelle loi hongroise imite l'exemple roumain et, a priori, est bien vue dans les pays voisins, sauf en Slovaquie où un véritable scandale a éclaté au lendemain du vote.

La décision du Parlement hongrois n'a pas été une surprise à Bratislava. Le Président slovaque, Robert Fico, avait maintes fois exprimé sa volonté de négocier les détails de cette loi avec Viktor Orbán qui, quant à lui, ne semblait pas être particulièrement sensible aux craintes de son homologue. Pourtant les Slovaques considèrent cette loi comme un danger pour leurs souveraineté et sécurité nationales puisque 10% de la population slovaque est d'origine hongroise et que la Magyar Gárda a récemment commencé à recruter de nouveaux membres en

Slovaquie. De plus, la Slovaquie est en pleine campagne électorale et cette question sur la double nationalité est un point de départ idéal pour les débats politiques entre les partis nationalistes et hongrois (MKP – Parti de la coalition hongroise, fondé en 1994 par trois partis ou mouvements politiques de la minorité hongroise de Slovaquie). Par conséquent, le lendemain du vote à Budapest, le Parlement de Bratislava a consacré une journée entière à débattre de cette question. Robert Fico a alors comparé la Hongrie à l'Allemagne nazie et a déclaré que le Parlement hongrois était infecté par «la peste brune». Le Président Slovaque a ajouté que, selon lui, le Fidesz, au lieu de proposer des solutions aux problèmes économiques et sociaux en Hongrie, n'offre à ses concitoyens que des mesures politiques. Pour riposter à la loi hongroise, il envisage donc des sanctions très sévères, telle que la privation de la nationalité slovaque à tous ceux souhaitant disposer des deux.

A Bratislava, tout le monde, sauf le MKP, s'accorde à penser que la loi hongroise menace la sécurité nationale de la Slovaquie. En revanche, les opinions sont partagées en ce qui concerne l'attitude à adopter et les sanctions envisagées. Pál Csáky, le Président du MKP, souligne que puisque la loi hongroise ne sera effective qu'au 1er jan-vier, les deux gouvernements auront le temps de discuter des détails et que "l'hystérie" de Fico n'est qu'une "astuce électorale". Il ajoute que les questions de nationalité devront être considérées comme des affaires privées et que ceux qui souhaitent bénéficier des deux nationalités choisiront tout simplement de ne pas en informer les autorités de peur de perdre leur nationalité slovaque. Orban, de son côté, n'a pas souhaité commenter la réaction de Bratislava. Il a simplement exprimé son accord avec l'opinion de Csáky et a promis de reprendre les négociations avec Fico d'ici peu.

Kati Nagy

•
Catégorie
Agenda Culturel